

Extrait du Nice Premium

<http://www.nice-premium.com>

L'édito du Psy

- Politique -



Date de mise en ligne : dimanche 27 août 2006

Nice Premium



Jean-Luc Vannier

Il devient de plus en plus difficile d'être une Grande Nation. La France en fait aujourd'hui l'amère expérience au Liban, pays qu'elle a pourtant contribué à porter sur les fonts baptismaux en 1920. On peut certes comprendre les hésitations de Paris à constituer le gros des troupes d'une nouvelle force de l'ONU au sud Liban et, de surcroît, à en prendre le commandement. Les risques en pertes humaines, réels en l'absence d'un mandat clair de la résolution 1701 sur la réplique en cas d'actes hostiles, confortent ses incertitudes.

Mais à quelques mois d'élections présidentielles dont chacun mesure toute la portée après celles quelque peu biaisées d'avril 2002, les inquiétudes des responsables politiques pourraient bien prendre leur racine ailleurs. On peut facilement imaginer les retombées désastreuses dans l'hexagone - probablement insupportables pour le public en termes médiatiques - d'attaques contre des soldats français sous casque bleu qui répéteraient le dramatique scénario de l'attentat du Drakkar en 1983. Sans parler des avertissements susceptibles d'être transmis indirectement à la France par des groupes terroristes. Ces derniers pourraient s'en prendre, comme dans les années 80, à des intérêts situés sur son territoire ou à ses ressortissants vivant à l'étranger. Nos voisins d'outre-Rhin viennent d'en prendre soudainement conscience en dépit de leur attention scrupuleuse à ne jamais se trouver impliqués dans un conflit en dehors du cadre onusien. La découverte de tentatives d'actes terroristes en Allemagne même a conduit les responsables berlinois à écarter toute présence de la Bundeswehr sur le sol libanais.

La France comme l'Allemagne ont donc été amenées à modérer, voire réduire, leur ambition politique pour tenir compte des risques inhérents à cette situation de crise. Décision d'autant plus regrettable pour la France que celle-ci avait fait de sa contribution un argument essentiel dans la réussite des négociations sur le cessez-le-feu. L'autonomie de la décision politique, si chère au Général de Gaulle qui en avait confié la garantie absolue à la dissuasion nucléaire, semble désormais bien écornée. Peu de pays oseraient hypothéquer la vie de leurs nationaux - fussent-ils militaires - pour asseoir un statut de puissance régionale. La souveraineté semble avoir changé de nature : il importe moins de prendre une décision que de disposer des moyens de la mettre en acte. Enoncer un principe ne suffit plus : le succès de la rhétorique pure est anéanti par la puissance de l'image. En ce sens, une nation souveraine de nos jours n'est pas seulement celle qui aurait le courage de désigner clairement un ennemi. Pour mériter ce titre, elle devra aussi être capable de le vaincre.